

ASIE - PACIFIQUE

Les nouveaux espaces de coopération
et de conflits

sous la direction de
GÉRARD HERVOUET



Les Presses de l'Université Laval
Fondation pour les études de défense nationale

Données de catalogage avant publication (Canada)

Vedette principale au titre :

Asie-Pacifique : les nouveaux espaces de coopération et de conflits

Publ. en collab. avec : Fondation pour les études de défense nationale.

Comprend des références bibliographiques

ISBN 2-7637-7280-3

1. Coopération dans le Pacifique. 2. Pacifique, Région du – Conditions économiques. 3. Extrême-Orient – Conditions économiques. 4. Pacifique, Région du – Défense. 5. Extrême-Orient – Défense. I. Hervouet, Gérard, 1945- . II. Fondation pour les études de défense nationale.

HC681.A84 1991

337.1'9

C91-090805-2

Révision et mise en pages : Zéro Faute

Couverture : Joanne Ouellet

© Les Presses de l'Université Laval 1991

Tous droits réservés. Imprimé au Canada.

Dépôt légal (Québec et Ottawa), 4^e trimestre 1991

ISBN 2-7637-7280-3

Les auteurs

Dr Amitav ACHARYA est « lecturer » au département de science politique de la National University of Singapore, à Singapour.

K. Lorne BROWSEY est directeur-adjoint du programme sur la capacité de gouverner à l'Institut de recherches politiques, Victoria, Colombie-Britannique, Canada.

James A. BOUTILIER est doyen de la Faculté des Arts du Royal Roads Military College, Victoria. Il est aussi professeur-associé au Pacific and Asian Studies department à l'Université de Victoria, Victoria, Colombie-Britannique, Canada.

Dr Ken CHRISTIE est « lecturer » au département de science politique de la National University of Singapore, à Singapour.

Kevin P. CLEMENTS est « Senior lecturer » au département de sociologie et Secrétaire général de l'Asia Peace Research Association à l'Université Canterbury, Christchurch, Nouvelle-Zélande.

Liisa COULOMBE est candidate au doctorat au département de relations internationales de l'Australian National University à Canberra, Australie.

Rod DOBELL est professeur titulaire de la Chaire Francis Winspear de politique publique à l'Université de Victoria à Victoria au Canada.

Kenji DOMOTO est économiste à la division de recherche et planification de l'International Development Center of Japan, Tokyo, Japon.

Dr N. GANESAN est « lecturer » au département de science politique de la National University of Singapore, à Singapour.

Gérard HERVOUET est professeur au département de science politique de l'Université Laval à Québec, Canada. Il est également directeur de la revue *Études Internationales* publiée par le Centre québécois de relations internationales.

Dr Alexander KRASSILNIKOV est « Senior Researcher » à l'Institute of Far Eastern Studies de l'Académie des sciences de l'URSS, Moscou, Union soviétique.

Richard A. MATTHEW est détenteur d'une bourse postdoctorale Killam. Il est affilié au département de science politique et à l'Institute of International Relations de l'Université de la Colombie-Britannique à Vancouver, Canada.

William H. OVERHOLT est Directeur exécutif pour la Bankers Trust Company à Hong Kong.

Nicolas REGAUD est chargé de recherches au Centre des Relations Internationales et Stratégiques, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, France. Il est aussi membre associé de la Fondation pour les études de défense nationale à Paris.

Dr Alexander SKORODOUMOV est « Senior Researcher » à l'Institute of Far Eastern Studies de l'Académie des sciences de l'URSS, Moscou, Union soviétique.

Charles VAN DER DONCKT est associé de recherche au Centre québécois de relations internationales, Université Laval, Québec, Canada.

Yasuhide YAMANOUCHI est « Research Fellow » à l'International Institute for Global Peace, Tokyo, Japon.

Avant-propos

Cet ouvrage collectif se veut à la fois ambitieux et très modeste. Ambitieux il l'est en proposant aux lecteurs une réflexion prospective à propos de la configuration future qui pourrait être celle de ces nouveaux espaces de l'Asie-Pacifique dont on a souvent dit qu'ils constitueraient à l'avenir le centre du monde.

Nouveaux espaces économiques, nouveaux ensembles de sécurité, entrecroisements de facteurs déstabilisants et de menaces transnationales rendent quelque peu désuètes les conventions géographiques traditionnelles. Malgré ces transformations, nous avons convenu par commodité de considérer la région du Bassin du Pacifique selon la définition la plus habituelle, soit celle se limitant aux États côtiers du Bassin du Pacifique à l'exclusion volontaire des États d'Amérique centrale et d'Amérique latine. Ces derniers États aspirent sans nul doute à une intégration de leur économie dans l'ensemble Asie-Pacifique mais ne sont toutefois pas encore admis pleinement au sein des organismes et des cercles restreints où s'ébauchent les grands plans régionaux pensés dans une perspective combinant sécurité et économie. Car c'est dans le cadre de cette dernière problématique qu'on trouvera la trame essentielle sur laquelle s'appuient les essais de ce volume. L'exercice est difficile mais les auteurs ont relevé, chacun à leur manière, ce défi d'oser formuler, malgré les turbulences régionales actuelles, une analyse prévisionnelle.

Cet ouvrage est également modeste puisqu'il n'entend pas couvrir toute la région, dans l'optique de tous les acteurs qui la composent ou dans le traitement des multiples autres domaines que ceux de la sécurité et de l'économie. L'introduction à ce volume fixe quelques points de repère destinés à faciliter une compréhension plus globale des tendances régionales ; elle aborde aussi succinctement, mais en synthèse, certaines questions, comme le conflit entre les deux Corées, qui ne seront pas reprises en un chapitre distinct. Sans prétendre donc à l'exhaustivité, cette collection d'essais permettra cependant à des publics peu informés et plus attentifs d'acquiescer, ou de mettre à jour, les éléments de réflexion les plus actuels à propos du devenir de cette région. Afin de permettre au lecteur de pousser plus loin sa réflexion et sa curiosité, nous avons placé en annexes quelques statistiques élémentaires à propos de la région ainsi qu'une bibliographie sélective d'ouvrages les plus récents en langue anglaise et française.

26. Voir, par exemple, le numéro spécial de *Scientific American*, vol. 261, n° 3, septembre 1989, qui passe en revue de façon détaillée les préoccupations des scientifiques au sujet de l'environnement. Des préoccupations similaires ont été exprimées dans le rapport du groupe d'experts mis sur pied par le *Commonwealth Heads of Government, Climate Change: Meeting the Challenge*, Commonwealth Secretariat, septembre 1989 ; et dans le rapport du *Intergovernmental Panel on Climate Change*, « Scientific Assessment of Climate Change », un rapport du IPCC du groupe de travail 1, 1990.
27. Selon la Commission Brundtland des Nations unies, une augmentation de l'ordre de cinq à dix fois la quantité de la production matérielle au cours des 50 prochaines années serait nécessaire pour répondre à ces besoins.
28. World Commission on Environment and Development, *Our Common Future*, Oxford, Oxford University Press, 1987.
29. *Ibid.*, p. 17.
30. Les engagements pris en vertu du Protocole de Montréal pour réduire ou éliminer l'utilisation et la fabrication de CFC sont une exception notable.
31. Déclaration de politiques du *Special Committee on Environmental Science and Technology* du PBEC, mai 1989.
32. Voir, par exemple, Rod Dobell et Ted Parson, « The Health of the Planet : A World Atmosphere Fund », *Policy Options Politiques*, décembre 1988.
33. World Commission on Environment and Development, *Our Common Future*, *op. cit.*

Chapitre deux

Les États-Unis et l'Asie dans les années 90

William H. Overholt

Le rôle des États-Unis dans la région Asie-Pacifique sera déterminé dans les années 90 par leur capacité d'élaborer un ordre mondial post-guerre froide ; par la performance économique supérieure de l'Asie et l'attitude que les États-Unis adopteront face à cette situation ; par leur propre capacité d'atteindre un équilibre entre leurs ambitions et leur capacité de les financer ; et par quelques développements régionaux spécifiques aux Philippines et ailleurs.

I – La quête d'un ordre mondial

La configuration de la guerre froide était caractérisée par certaines composantes principales. Premièrement, les deux superpuissances maintenaient la stabilité par la dissuasion mutuelle, nucléaire et conventionnelle. Deuxièmement, la plupart des pays développés étaient regroupés dans des coalitions parrainées par les superpuissances, ce qui empêchait ces pays de provoquer des perturbations majeures, soit avec les superpuissances, soit entre eux. En Europe de l'Est, ce genre de structure a aussi créé des mécanismes visant à minimiser les perturbations internes. Troisièmement, quoique cet ordre semblait être, avec un certain recul, assez stable, les deux superpuissances s'interposaient dans les conflits internes un peu partout dans le Tiers monde, croyant que l'équilibre du pouvoir était en danger lorsque survenaient des changements. Ce faisant, les superpuissances ont géré le degré et le déroulement de plusieurs conflits régionaux.

L'écroulement du bloc soviétique, et conséquemment, du moral et de l'influence de ses alliés en Asie du Sud-Est (Viêt-nam, Laos, Cambodge) et en Amérique latine (Grenade, Nicaragua, possiblement Cuba bientôt) a sévèrement affaibli tous ces piliers de stabilité. L'Union soviétique est instable. Le bloc communiste n'est plus discipliné. Les membres de ce bloc entrent de plus en plus en conflit les uns avec les autres et vivent un renouveau des conflits ethniques traditionnels. Les

principaux membres des alliances (l'Allemagne, le Japon, la Hongrie, la Roumanie, les deux Corées et la Thaïlande) commencent à penser qu'ils peuvent s'affirmer d'une manière qui était antérieurement impossible, ou du moins, non recommandée. Et les conflits du Tiers monde, qui étaient auparavant étouffés par l'omniprésence des superpuissances, sont en train de resurgir, surtout au Koweït et dans le différend entre Beijing, Taipei et Tokyo à propos des îles Senkaku/Tiaoyutai.

Toute politique ainsi que les rôles régionaux seront dorénavant déterminés par ce qui va remplacer la bipolarité de la guerre froide, si remplacement il y a. Des doutes demeurent à propos du remplacement de l'ordre de la guerre froide, qui comportera peut-être une instabilité en soi, en raison de deux types de disjonctions particulières : la première entre le pouvoir réel et les structures institutionnelles, et la seconde entre la puissance militaire et la capacité financière.

À la lumière de l'écroulement de l'empire soviétique, une possibilité d'un ordre post-guerre froide consisterait en une *Pax Americana*. Après tout, les États-Unis étaient les dirigeants du côté vainqueur et demeurent de loin la plus grande puissance militaire mondiale. Mais il y a des obstacles insurmontables à une *Pax Americana* ; d'abord le fait que la démocratie américaine n'a aucun désir d'assumer un tel rôle. Le populisme américain pense aux bénéfices de la paix, et non à la gloire et à l'héroïsme ; on ne veut pas gaspiller le sang et les ressources qui seraient nécessaires pour agir en tant que police mondiale. Même si les Américains étaient enthousiastes à l'idée d'assumer un tel rôle, le populisme a tellement chamboulé les finances internes et internationales de l'Amérique (voir plus loin) qu'un tel effort deviendrait vite ruineux — à moins qu'une tragédie arrive d'une façon quelconque à rétablir la discipline.

Un deuxième principe potentiel pour structurer l'ordre post-guerre froide réside dans le système des Nations unies. L'abandon par l'Union soviétique de ses politiques idéologiques agressives, et sa volonté (jusqu'à maintenant) de coopérer sur le contrôle des armements, dans le conflit avec l'Irak, et dans d'autres enjeux de politique étrangère, devraient en principe aboutir au type de consensus mondial nécessaire au fonctionnement d'un système de type « Nations unies ». Mais cette option comporte aussi de grandes difficultés. L'Assemblée générale a toujours été trop grande et n'a jamais eu assez d'autorité pour pouvoir régler les questions importantes et controversées. Il reste

le Conseil de sécurité, qui a été conçu spécialement pour réunir les grandes puissances dans un groupe qui serait assez petit pour prendre des décisions sur les enjeux importants qui menacent la paix mondiale. Comme certains des votes à propos de l'Irak l'ont démontré, les grandes puissances peuvent se rassembler et se mettre d'accord (au moins pour une courte période) de façons auparavant improbables. Mais les perdants de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne et le Japon, ne font pas partie du Conseil de sécurité. De plus en plus, le poids financier de ces deux pays va devenir indispensable au fonctionnement de n'importe quel ordre mondial institutionnalisé. Au minimum, le Conseil de sécurité nécessiterait une restructuration avant d'être en mesure d'accommoder ce nouveau rapport de force ; mais une telle restructuration serait difficile du point de vue politique.

De même, le Groupe des cinq (G-5) et le Groupe des sept (G-7) rassemblent les puissances économiques, et opèrent sur une base consensuelle pas tellement différente, en principe, de celle du Conseil de sécurité (quoique définie de façon moins précise). Ces groupes excluent cependant d'importantes puissances militaires, notamment l'URSS et la Chine. Mais dans le contexte actuel de l'écroulement de l'Union soviétique, ou du moins de ses « préoccupations » internes, un G-5 qui élargirait son champ de compétences d'un ordre économique à un ordre géopolitique aurait possiblement un certain succès. Quoiqu'en définitive, l'exclusion d'une superpuissance nucléaire affaiblie et d'une Chine potentiellement dynamique serait probablement fatale. Et si la Chine et l'URSS étaient incluses, sur quelle base des pays tels que la Corée du Sud seraient-ils exclus ?

La situation résultant de la disjonction du pouvoir militaire (URSS, États-Unis, Chine) et du pouvoir financier (Japon, Allemagne) et de la disjonction entre l'influence mondiale et le rôle institutionnel (l'exclusion du Japon et de l'Allemagne des sièges permanents au Conseil de sécurité) est assez exceptionnelle du point de vue historique et empêche l'émergence d'un ordre post-guerre froide qui serait stable. Ces divisions indiquent peut-être qu'il s'agit d'une phase de transition dans laquelle aucun ordre institutionnel ne peut émerger, tant que ces disjonctions n'auront pas disparu — tel sera le cas tôt ou tard si les tendances économiques se maintiennent sous leur forme actuelle.

Une telle phase serait particulièrement instable et dangereuse. Il s'agirait là d'une conclusion difficile pour ceux qui cherchent à recueillir des bénéfices immédiats et considérables, grâce à la paix

découlant de la fin des confrontations de la guerre froide. Mais, malgré cela, c'est une hypothèse qui devra être posée directement.

L'expérience de la mobilisation d'une coalition *ad hoc* contre l'Irak, basée sur la tentative d'obtenir les avantages de tous les systèmes possibles sans les désavantages d'avoir à s'engager dans une structure institutionnelle particulière, nous donnera peut-être une leçon douloureuse : en ne faisant pas de choix, et en ne créant pas de structures institutionnelles rigides, une expérience qui comporte à l'origine tous les avantages de toutes les alternatives peut aboutir à un amalgame de plusieurs désavantages de toutes les alternatives.

La création d'un nouvel ordre mondial comporte encore d'autres sources de difficultés, notamment l'émergence de plusieurs « trous noirs » qui invitent au désordre et qui bouleversent les tentatives d'institutionnalisation des relations entre États. L'Afrique est en train de devenir une arène de déclin économique, de désastre écologique, de maladies catastrophiques (une forte proportion de la prochaine génération d'hommes africains risquent de mourir du SIDA), donc de chaos politique. Le Liban est devenu un trou noir politique. L'Irak, s'il est vaincu, ou l'Arabie Saoudite, si elle est déstabilisée, pourraient le devenir également. L'Union soviétique court le risque de devenir un tel espace, invitant soit le désordre international, soit une nouvelle sorte de répression interne angoissante. La Seconde Guerre mondiale aurait pu avoir pour conséquences de tels trous noirs en Europe et en Asie. Mais le risque a été détourné par la revitalisation économique de pays, qui avaient depuis longtemps été des États viables en Europe de l'Ouest, sous la protection des États-Unis, et aussi par une stimulation de type hégémonique de pays dans une situation comparable situés le long de la périphérie de l'Asie. En Chine, le trou noir a été évité par la fusion de la civilisation ancienne dans un régime totalitaire, mais néanmoins cohérent. Les conditions d'amélioration des trous noirs actuels semblent moins favorables, ou encore, moins évidentes.

Il n'est pas possible de conceptualiser l'Asie du Pacifique, et le rôle des États-Unis dans cette région, sans prendre en considération ces problèmes structurels de l'ordre mondial. Le rôle des États-Unis dans la région Asie-Pacifique s'inscrit dans le contexte plus large de leur rôle dans le nouvel ordre mondial. Les opportunités du monde post-guerre froide sont meilleures dans l'Asie-Pacifique qu'ailleurs ; le dynamisme économique de cette région génère plus de ressources pouvant être affectées à l'établissement d'un nouvel ordre et à l'amélioration des

conditions de vie de populations vastes et nombreuses. Mais le monde post-guerre froide comporte aussi des risques. Le Cambodge et la Birmanie sont des trous noirs qui invitent au désordre. Quoique le conflit coréen se résoudra probablement un peu à la manière de l'Allemagne, la Corée du Nord est encore loin de s'écrouler sous la pression de ses problèmes ; un retrait prématuré des superpuissances pourrait déclencher un conflit aussi dangereux qu'aurait été une guerre en Allemagne il y a deux décennies. Bien que la complémentarité économique nippo-américaine puisse continuer à alimenter un envol économique mondial, la dissolution des coalitions de la guerre froide pourrait aussi donner de la force à ceux qui veulent transformer la compétition économique en friction politique. Dans le contexte d'un ordre stable et discipliné, la Thaïlande pourrait conduire l'Indochine et la Birmanie vers une prospérité de type ASEAN. Mais en l'absence d'un tel ordre, la cupidité des politiques de certains généraux thaïs pourrait entraîner la Thaïlande dans un trou noir, ranimant d'anciennes rivalités ethniques et risquant la propagation d'une guerre de basse intensité.

II – L'envol asiatique se poursuit

S'il y a une leçon fondamentale à tirer des années 80, c'est l'importance de l'économie pour la géopolitique. L'écroulement économique de l'Union soviétique a mis un terme à la guerre froide. Il devrait être évident qu'en politique internationale, une différence notable dans la performance économique, qui se maintient sur une longue période, va mener à un déplacement de l'influence géopolitique en faveur des pays qui progressent plus rapidement. Telle a été la leçon de l'essor de la Grande-Bretagne et de l'Ouest à la suite de la révolution industrielle. C'est aussi la leçon — de crainte de l'oublier — des longues périodes dans l'histoire mondiale quand la Chine était prééminente du point de vue technologique et politique.

L'armée ne joue qu'un rôle à court terme, celui de protéger les fondements d'une supériorité économique en émergence. L'essentiel de la politique américaine en Asie et en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale illustre bien cette préoccupation : il faut chambouler la croissance économique supérieure de l'adversaire avant que celui-ci n'atteigne la supériorité, comme les alliés l'ont fait contre Hitler, même s'ils ne le voyaient pas en ces termes ; ou encore, il faut donner le coup de grâce une fois que la supériorité économique a établi la

suprématie stratégique, comme l'Ouest l'a fait avec l'Afrique et presque toute l'Asie durant l'ère coloniale.

L'essentiel de la politique américaine dans l'Asie du Pacifique depuis la Seconde Guerre mondiale se résume ainsi : contribuer à la réalisation d'une performance économique supérieure à celle des adversaires communistes ; favoriser cette performance en rendant le marché américain accessible ; et protéger ce décollage économique avec la force militaire jusqu'à ce que cette protection extérieure ne soit plus nécessaire. Les États-Unis méritent le crédit pour cet envol. Ils s'attendaient à une gratitude et à une loyauté de la part des destinataires de leur assistance, et croyaient religieusement que la supériorité de leur système conduirait en fin de compte à la victoire. Alors que la démocratie a toujours figuré au cœur de l'idéologie — et l'attachement à cette valeur a toujours été profondément sincère — les formes du combat ont été principalement économiques. Lorsque la peur de la famine et celle de la guerre ne constituaient pas une priorité sur celle de la dignité politique, la démocratie demeurait la référence ; malgré cet attachement les références économiques ont été permanentes et rapidement mises en place.

L'histoire géopolitique de l'Asie-Pacifique depuis 1950 reflète la mise en œuvre de cette stratégie implicite. (Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale et de la Révolution chinoise, les événements politico-militaires à court terme ont perturbé toute recherche d'avantages économiques.) Peu à peu, la croissance économique a redonné de la crédibilité aux gouvernements, leur conférant ainsi les ressources nécessaires pour gouverner et éduquer, et la capacité de dire à leurs citoyens qu'ils avaient créé quelque chose de valable. La Corée du Sud est un bon exemple de ce processus. Même la démocratie de 1959-1960 n'avait aucune légitimité tant et aussi longtemps que la crainte de la famine et de la guerre était omniprésente. Il a fallu plus d'une décennie de croissance rapide de 1960 à 1975 avant que l'on puisse croire que le système commençait à reposer sur des bases solides. Les résultats de la croissance ont été encore plus spectaculaires dans certains pays divisés de l'Asie du Sud-Est, tels que la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie, où les tensions ethniques et régionales, qui auparavant menaçaient de détruire les jeunes nations, ont fait place au sentiment que la nation était plus importante que le groupe ethnique.

Les résultats sur le plan international ont été encore plus spectaculaires. Cinq mutations géopolitiques importantes se sont

produites. Premièrement, les États les plus occidentalisés de la périphérie de l'Asie-Pacifique sont progressivement passés d'une position d'impuissance diplomatique, à une position de force militaire et diplomatique substantielles. Sur la base de la seule influence économique, le Japon a graduellement redonné une crédibilité importante à son influence diplomatique. La Corée du Sud, jadis impuissante face à la supériorité militaire de la Corée du Nord, à la force économique et au soutien diplomatique dont cette dernière bénéficiait, est graduellement devenue moins dépendante des États-Unis et a dépassé le Nord sur le plan militaire et diplomatique, grâce à une croissance économique accélérée. La Thaïlande, qui en 1975 était de loin inférieure au Viêt-nam quant à la puissance militaire et au prestige international, a depuis dépassé le Viêt-nam tant sur le plan de la stabilité intérieure que de la position diplomatique, grâce à une économie très diversifiée et en croissance rapide.

Ces développements ont non seulement stabilisé la périphérie de la région Asie-Pacifique, mais l'ont aussi rattachée au camp des démocraties industrielles. Pour les États-Unis, cette deuxième mutation constitue un triomphe géopolitique comparable au secours de l'Europe de l'Ouest, après la Seconde Guerre mondiale.

Cette victoire a mené à une troisième mutation importante. La Chine a compris, de ses propres échecs et des succès des autres, qu'elle n'atteindrait jamais la prospérité et la puissance sans appliquer les éléments de base du *success story* de l'Asie-Pacifique : une économie ouverte sur l'extérieur ; l'importation de technologies ; les investissements étrangers ; les emprunts auprès de l'étranger ; la réduction de l'appareil militaire au profit de plus d'investissements économiques ; l'acceptation de contacts nombreux avec les cultures étrangères ; et des alignements diplomatiques pour les faciliter. Le fondement de la diplomatie chinoise a été d'entretenir des relations paisibles avec ses voisins, afin de faciliter le déplacement des ressources destinées à la croissance interne. Un corollaire a été la volonté d'adopter des politiques facilitant la circulation des capitaux et les échanges technologiques et commerciaux avec l'Occident. Par exemple, récemment, le fait que la Chine se soit abstenue d'apposer son veto à la résolution des Nations unies autorisant de manière effective la guerre contre l'Irak a mené à la suppression d'un embargo américain sur des échanges diplomatiques de haut niveau avec la Chine. Un haut fonctionnaire chinois a expliqué à l'auteur de ce texte que l'unique raison de la position chinoise sur cette question — qui contredit pourtant des principes et instincts

profondément enracinés chez les Chinois — était de faciliter la circulation de capitaux étrangers pour le développement économique de la Chine. Cette position qui place l'économie devant la politique, et l'attitude pro-occidentale qui en résulte, a été une des mutations géopolitiques majeures du *xx^e* siècle.

Le quatrième changement géopolitique majeur de cette période a été la défaite effective du mouvement tiers-mondiste. Ce mouvement était basé sur une idéologie selon laquelle les États du Tiers monde étaient condamnés à des conditions de dépendance perpétuelle à cause du système économique occidental. Selon cette conception, la façon de sortir de la pauvreté consiste à rejeter les entreprises multinationales et les institutions financières occidentales, et à mettre l'accent sur les cartels de produits de base comme étant au centre des stratégies de développement économique, et sur la gestion de l'économie par l'État plutôt que par les lois du marché. Cette idéologie a exercé une influence, en partie parce que les groupes qui la soutenaient avaient l'appui de pays représentant un grand pourcentage de la population mondiale, mais davantage parce que plusieurs membres de l'intelligentsia des démocraties industrielles en avaient accepté le diagnostic et la prescription. Quoique plusieurs États de l'Asie du Pacifique aient exprimé une certaine allégeance au Groupe des 77 et à leur idéologie, en tant que groupe ils ont atteint un des progrès économiques les plus rapides dans l'histoire de l'humanité en comptant sur les investissements occidentaux et les emprunts bancaires ; en coopérant avec l'Occident plutôt qu'en agissant à son encontre ; en servant les intérêts du marché plutôt qu'en tentant de le bureaucratiser ; et en faisant des ressources humaines, plutôt que des ressources naturelles, le centre de leurs stratégies de développement. Alors que la théorie de la dépendance et les prescriptions du Groupe des 77 continuent de remplir certaines fissures dans le monde académique et diplomatique, le succès des États de l'Asie-Pacifique a détruit, à toutes fins pratiques, la base morale et intellectuelle du mouvement tiers-mondiste et a éloigné à jamais l'Asie prospère des échecs du Tiers monde.

Le cinquième développement géopolitique majeur découlant du succès de l'Asie est encore en progression. Son aboutissement n'est aucunement garanti, mais la tendance se poursuit depuis une décennie et les perspectives d'avenir semblent aller vers cette direction. Il s'agit du bouleversement des positions de puissance de l'Union soviétique et de la Chine. La stratégie de réforme de l'URSS a donné priorité à la

réforme politique au coût d'une décennie et demie de déclin économique, ce qui a porté atteinte à la situation de presque tous les groupes sociaux de la société soviétique. Cette stratégie a privé les dirigeants de l'appui et des ressources nécessaires à d'autres expériences ; a miné la loyauté de tous les groupes par rapport au processus de réforme ; et a encouragé les aspirations indépendantistes des nombreuses régions et groupes qui croient que leur avenir serait meilleur s'ils étaient détachés du gouvernement central. Le résultat sera peut-être une catastrophe économique, politique et diplomatique.

À l'inverse, la Chine a choisi d'entreprendre une réforme privilégiant d'abord l'économie, et plus particulièrement les secteurs (l'agriculture, l'industrie légère, les finances) à l'intérieur desquels une réforme donnerait les meilleurs résultats sur le niveau de vie, et aurait le moins d'impact sur les structures politiques. Cela a mené à une décennie de croissance d'environ 9,5 % par année, un exploit que toute personne rationnelle aurait cru impossible au début de la réforme. Cela a considérablement augmenté le niveau de vie de tous les principaux groupes sociaux en Chine. Cette réussite a été suivie d'un temps d'arrêt en 1989, en raison de poussées inflationnistes incontrôlables et d'attentes politiques démesurées. Mais à la fin de 1990, la Chine avait réussi à freiner l'inflation, à restaurer la stabilité politique, à récupérer dans l'ensemble sa position diplomatique et semblait reprendre son rythme de croissance. Bien que la phase suivante de la réforme fût entravée par un groupe de dirigeants octogénaires, la Chine a réussi à élaborer dès le milieu de l'année 1990 une théorie cohérente pour pousser la réforme plus loin et a commencé à en implanter des composantes importantes. Alors que de grandes incertitudes demeurent, les perspectives semblent annoncer que la Chine va consolider sa position et rapidement se développer en puissance majeure, tandis que l'Union soviétique se transforme en une masse chaotique détenant des armes nucléaires et inspirant crainte et répulsion.

Ces cinq changements géopolitiques consécutifs à la croissance économique rapide de l'Asie, la fin de la guerre froide, et l'absence, jusqu'à présent, d'un nouvel ordre mondial définissent le contexte pour toutes les politiques étrangères dans le Pacifique au cours des années 90.

III – Les États-Unis face à la prospérité de l'Asie

La prospérité amènera peut-être l'Asie à s'affirmer davantage et à moins dépendre des États-Unis. Dans ce contexte, le Japon commence graduellement à s'affirmer de façon plus directe et il existe certains courants dans le pays qui voudraient aller plus loin encore que ne le fait le leadership actuel. La prospérité de la Corée rend possibles les discussions au sujet du renvoi des troupes américaines, quoique ce ne soit pas la position du gouvernement actuel. Bien que la Chine n'en soit qu'à un stade de transformation peu avancé, sa politique de non-alignement devient de plus en plus viable, avec la disparition effective de la menace soviétique, et grâce au fait que l'économie chinoise a conféré une certaine force au pays sans avoir eu à effectuer de dépenses militaires trop importantes. Depuis plusieurs années, avec l'appui des États-Unis, l'ASEAN a pris les devants sur des enjeux clés de politique étrangère et le gouvernement américain a suivi.

Plus important encore, l'envol économique de l'Asie a dépassé le point où les États-Unis et l'Europe pouvaient le paralyser en fermant leurs marchés. Une guerre commerciale ferait actuellement plus de dommage à l'Amérique ou à l'Europe, puisque ces derniers s'adaptent plus lentement aux changements de conditions. L'Asie du Pacifique serait assurément fortement affectée, mais les récentes crises montrent que les pays asiatiques s'ajustent plus rapidement et, par le fait même, accroissent leur part de marchés durant les périodes difficiles. La décennie des années 90 sera probablement celle au cours de laquelle plus de la moitié du commerce asiatique se fera entre pays de la région et le commerce intra-asiatique surpassera le commerce trans-Pacifique.

La diminution de la dépendance asiatique et son assurance croissante présentent un défi pour les États-Unis. D'une part, ces conséquences sont les fruits du succès de la politique américaine qui cherchait à remettre les pays asiatiques sur pied, tout comme ils l'avaient fait pour l'Europe, et à les lier aux idéaux occidentaux du capitalisme, de la démocratie et de l'indépendance nationale. D'autre part, ils défient la capacité américaine de pouvoir conserver son rôle de leader, sa suprématie économique et technologique, et d'institutionnaliser un ordre régional et mondial.

Les Américains n'ont jamais cherché à construire un empire mondial, mais ont apprécié leur rôle de « numéro un ». Ils ont favorisé et profité des succès de l'Asie tout en acceptant le mérite, mais craignent l'expansion d'une « ceinture de rouille » lorsque des industries,

telles celles de la chaussure, des textiles et de l'électronique, traversent le Pacifique. C'est pourquoi le décollage des économies asiatiques a suscité des sentiments ambivalents ; le succès asiatique fait partie de la victoire du monde libre, mais constitue aussi un défi dans une vie où la gestion économique est relativement présomptueuse et « auto-centrée », une vie où l'efficacité économique a toujours été subordonnée à l'efficacité politique.

Ce qui dérange les Américains ressemble à ce qui troublait les Asiatiques au cours des trente dernières années : la nécessité de s'adapter rapidement et catégoriquement aux conditions du marché étranger et la nécessité de limiter l'influence du populisme politique et du clientélisme, afin d'atteindre une plus grande efficacité économique.

Par coïncidence, ces préalables, d'un futur leadership politique et d'une compétitivité économique nécessaire, apparaissent critiques au moment même où le populisme américain et les considérations clientélistes ont miné la gestion économique de Washington comme jamais elle ne l'avait été dans son histoire récente. Les années Carter furent marquées par une inflation causée par les programmes populistes. Les années Reagan furent plutôt marquées par une moins forte imposition, mais sans que cela soit accompagné de coupures dans les dépenses. Les années Reagan, quant à elles, furent également marquées par un protectionnisme inégalé depuis la période de l'après-guerre, car les intérêts locaux des membres du Congrès dépassèrent ce que la plupart d'entre eux considéraient être l'intérêt national dans un ordre commercial libéral.

Au moment même où les États-Unis affrontent le plus grand défi économique de leur histoire ainsi que celui de créer un nouvel ordre post-guerre froide, ils perdent la base financière nécessaire à la poursuite d'une politique étrangère efficace. Juste au moment où le monde entier participe à ce qui est probablement la plus grande tendance vers la libéralisation économique de l'histoire mondiale, les États-Unis se dirigent plus rapidement vers le protectionnisme qu'à aucun autre moment depuis la Grande dépression.

Le rapport de cette constatation avec la politique étrangère est direct. Les déficits budgétaires spectaculaires ont privé les États-Unis de plus en plus de la flexibilité financière dont ils ont besoin pour relever les défis et trouver les ressources pour affronter les problèmes de politique étrangère. Les budgets d'aide ont diminué en termes réels, particulièrement la part restante après la satisfaction des besoins de

l'Égypte et d'Israël. Même à l'apogée du développement de la capacité militaire sous Reagan, le budget militaire n'approcha jamais la proportion du PNB dépensée durant les années Eisenhower et Kennedy, et les pressions pour une diminution importante des dépenses militaires existaient même avant l'effondrement de l'Empire soviétique.

La réponse de l'administration Bush à l'Irak semblerait démentir ces tendances, mais il est probable qu'elle s'avère l'exception à la règle. Un président qui agit soudainement et de façon catégorique à une crise peut toujours rallier le public et avoir le contrôle sur les cordons de la bourse pour une période de temps limitée. Mais les coûts d'une telle entreprise peuvent provoquer une réaction hors de proportion.

Les chiffres démontrent l'importance du problème budgétaire et le degré auquel il est devenu un phénomène structurel profondément ancré dans la manière américaine de faire des affaires. Les impôts en tant que pourcentage du PNB n'ont pas beaucoup changé depuis la présidence d'Eisenhower, mais les dépenses en termes de pourcentage du PNB ont augmenté par la suite sous tous les autres présidents, qu'ils soient démocrates ou républicains. Les déficits de l'ère Reagan-Bush sont simplement la caricature d'une tendance qui persiste depuis près de deux générations. Le déficit budgétaire est un problème structurel chronique qui empire, causé par un système politique dans lequel les avantages de promettre plus mais en taxant moins deviennent la règle ; un système dans lequel l'élite gouvernante est de plus en plus vulnérable aux pressions populistes et de moins en moins sujette aux calculs technocratiques d'efficacité et de compétitivité.

Jusqu'à ce qu'une crise réorganise fondamentalement les options populistes de la politique économique américaine, le déficit privera Washington des ressources nécessaires à l'exercice d'un leadership politique soutenu. Parce que Washington est probablement le seul leader potentiel d'un nouvel ordre post-guerre froide, cela augure mal pour la transition vers une stabilité institutionnelle d'un nouveau système international. Cela augure également assez mal pour l'influence de Washington en Asie.

De plus, le déficit budgétaire est un problème beaucoup moins important en Asie que le déficit commercial. La plupart des pays d'Asie du Pacifique n'ont plus besoin d'aide. Le déficit entrave les politiques dans des pays comme les Philippines et gêne la capacité de l'Amérique de maintenir des forces qui puissent être efficaces à travers le Pacifique. La disparition d'une aide budgétaire efficace élimine la possibilité

d'aider des pays clés en Amérique latine, en Afrique, ou en Europe de l'Est à imiter les miracles asiatiques.

Ce qui a le plus changé dans les relations de l'Amérique avec l'Asie, c'est le déficit commercial. Les États-Unis, le leader magnanime qui facilite l'expansion du monde libre en ouvrant son marché aux économies exportatrices en « décollage », sont en train de devenir l'Amérique mercantile qui s'appuie sur des pays toujours pauvres comme la Thaïlande pour l'aider à assumer une partie de la charge de son propre problème commercial. Que les subventions au riz américain soient une plus grande cause de problèmes commerciaux que le piratage thaïlandais des marques de commerce américaines est un sujet pour un autre article. Toutefois, force est de constater que la balance politique et morale accuse le coup lorsque les États-Unis changent leur soutien prioritaire aux exportations thaïlandaises afin de résoudre un déficit bilatéral commercial et cela à n'importe quel prix même au risque de sacrifier les relations politiques.

Les rapports à venir de l'Amérique avec l'Asie repose presque entièrement sur la façon dont Washington définira les approches au problème de la performance économique : soit qu'il le fera du point de vue de la correction des inefficacités populistes qui ont conduit l'Amérique à enregistrer d'importants déficits budgétaires, des taux d'intérêts élevés, un taux d'épargne et d'investissement peu élevé et un lent ajustement ; soit qu'il verra le problème comme requérant surtout la protection de l'économie américaine face aux pays qui épargnent trop, investissent trop, gèrent leur économie de manière à garder des taux d'intérêt peu élevés et subventionnent le développement de hautes technologies plutôt que les industries en déclin.

Il est beaucoup plus commode pour les politiciens de projeter les problèmes vers l'extérieur plutôt que d'éduquer leurs électeurs au besoin d'ajustements internes. Ce phénomène fut également vrai en Asie, et dans la majorité des cas des succès asiatiques, l'approche la plus difficile, qui consiste à promouvoir l'ajustement, fut adoptée seulement parce que d'importants dangers extérieurs guettaient ces pays s'ils choisissaient l'approche plus facile du populisme. Dans l'intervalle, leurs structures technocratiques se sont institutionnalisées, alors que les États-Unis sont eux devenus davantage populistes.

On objectera que les plaintes américaines, contre les restrictions aux investissements et au commerce de la part des compétiteurs asiatiques, sont justifiées. Cela est tout à fait vrai. Cependant, il est

également vrai que même si le Japon accède à toutes les demandes commerciales américaines, ses avantages compétitifs ne changeront pas beaucoup, aussi longtemps que les politiques américaines encourageront une consommation élevée, des taux d'intérêt élevés, de faibles niveaux d'épargne, de faibles investissements, et des délais dans l'ajustement, pendant que les politiques japonaises encouragent de hauts niveaux d'épargne, des taux d'intérêt peu élevés, beaucoup d'investissement, et un ajustement rapide.

On ne sait pas encore de quel côté les États-Unis vont se ranger sur cet enjeu central opposant le protectionnisme populiste à l'ajustement technocratique. Il est encourageant de voir que le protectionnisme ait été gardé sous contrôle pendant si longtemps. Mais il y a deux sources de découragement. D'abord, la tendance structurelle, selon laquelle l'influence médiatique, la division idéologique et la cohérence décroissante des partis politiques rehaussent les pressions populistes, ne s'est pas inversée. Ensuite, la guerre froide avait obligé les États-Unis à donner priorité à la solidarité de l'alliance sur les pressions économiques populistes. Cette source de discipline n'existe plus.

Pour résumer, la clé du futur est que la performance économique supérieure de l'Asie, basée sur des politiques économiques simples mais compétentes et la volonté d'effectuer des ajustements économiques rapides, va se poursuivre dans un avenir indéfini. La clé pour le rôle des États-Unis dans la région réside dans l'attitude qu'adoptera Washington face au développement de l'Asie du Pacifique. Si Washington accueille cet envol, s'adapte en conséquence, coopère et en tire des leçons, il exercera alors une influence majeure en Asie et aura les ressources et l'image de compétence qui sont les préalables pour diriger le monde vers un ordre post-guerre froide institutionnalisé. Dans un tel scénario, aucun pays asiatique n'aurait la position stratégique, les ressources militaires, ou le réseau de leadership lui permettant d'enlever ce rôle à Washington.

Si par contre Washington refuse de s'ajuster, blâme ses alliés pour son manque de compétitivité, se referme sur lui-même, et se transforme en économie moins libérale, précisément au moment où le reste du monde est en train de devenir plus cosmopolite et d'implanter des politiques de libéralisation historiques, alors le rôle des États-Unis se détériorera pour ressembler à quelque chose se situant entre la France et l'Australie : nucléaire et probablement péremptoire à la façon

broyante de la France, mais désengagé des tendances principales et du centre compétitif des événements à la façon de l'Australie. Cela ne serait pas nécessairement une tragédie ni pour l'Amérique ni pour le reste du monde, sauf que selon ce scénario il n'y a pas d'autres pays ou groupes de pays en mesure de diriger l'élaboration d'un ordre post-guerre froide.

IV – Quelques enjeux régionaux particuliers

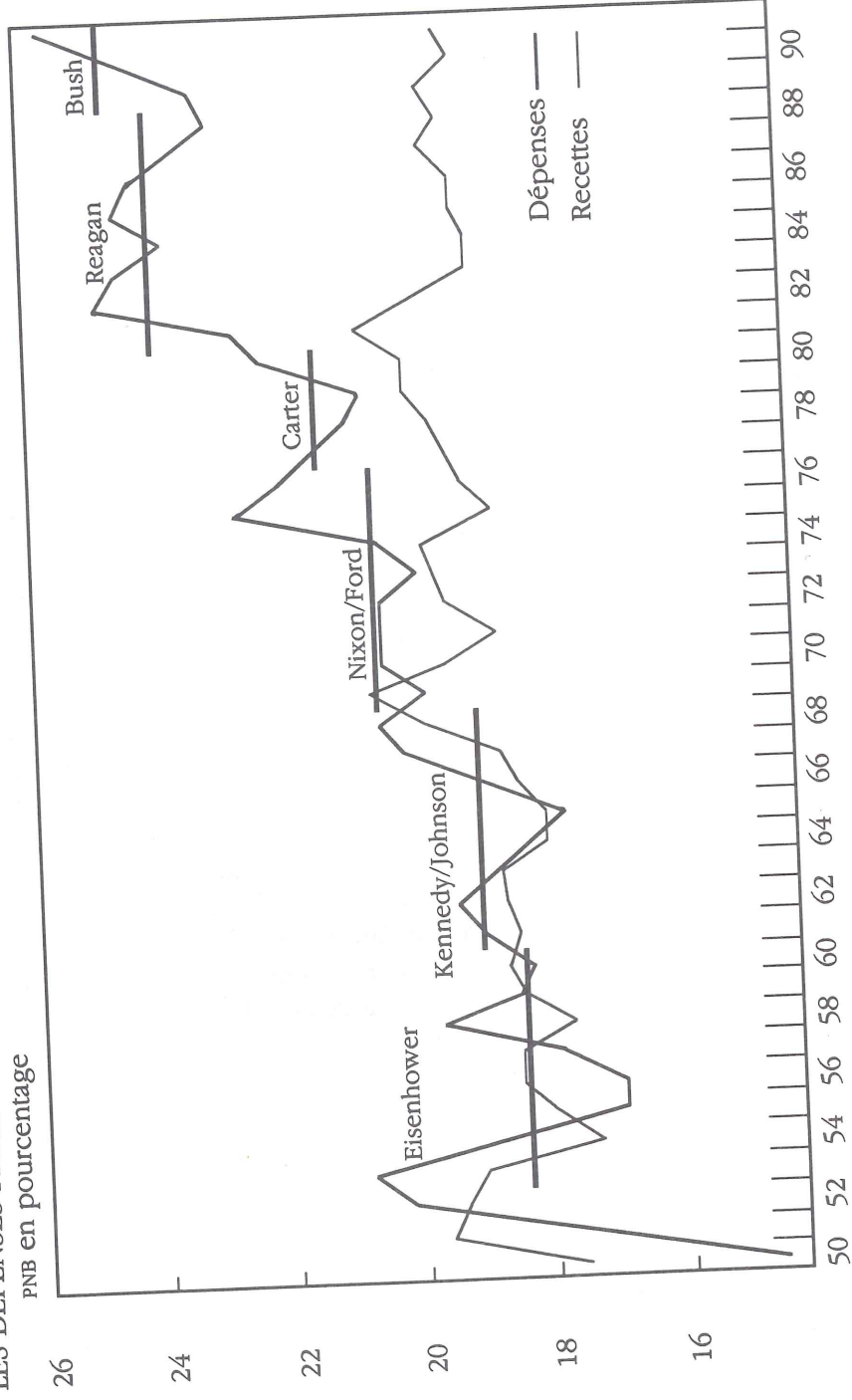
La Chine

Un enjeu étroitement relié à ce choix fondamental entre le populisme provincial ou la réforme cosmopolite est l'attitude que les États-Unis choisiront d'adopter face à la modernisation de la Chine. D'une part, les États-Unis peuvent assimiler et appliquer les leçons de leur succès ailleurs en Asie. Cela signifie encourager constamment l'engagement de la Chine dans l'économie mondiale et dans la société mondiale de façon générale, accueillir et promouvoir son développement économique, promouvoir les droits de la personne en Chine, sachant que dans une société de plus en plus ouverte et prospère, on ne peut éviter l'émergence d'un débat et de politiques de plus en plus pluralistes. L'éducation et l'ouverture sur le monde extérieur tracent leur chemin inexorablement. Les progrès économiques rendent la structure sociale si complexe que les contrôles totalitaires deviennent impossibles à maintenir.

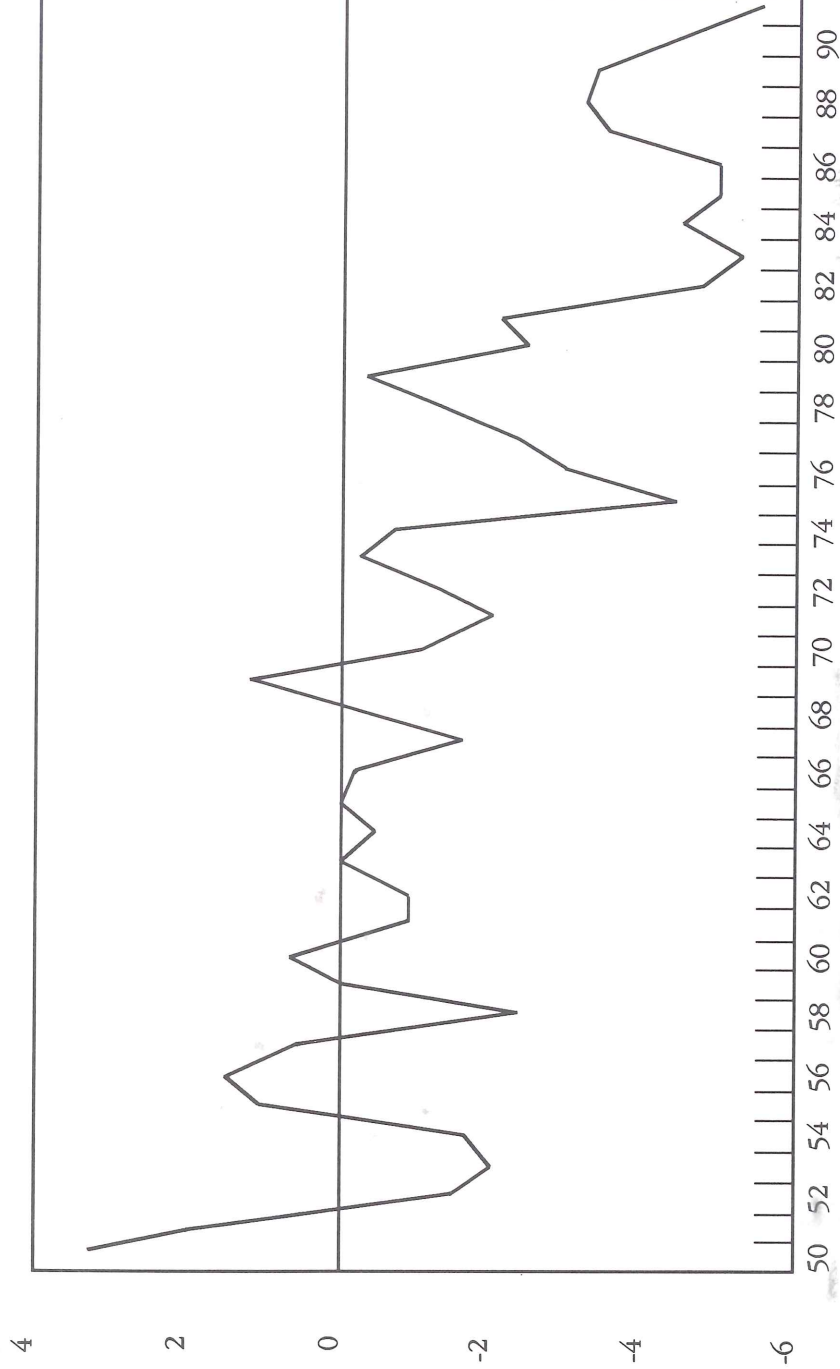
Telle est la leçon tirée de la Corée du Sud, où un régime très répressif a fini par subir des pressions pluralistes accablantes. Mais encore plus, c'est la leçon à tirer de Taiwan, où un régime très répressif et à penchant socialiste dirigé par un Kuomintang à la bolchevique est graduellement devenu un régime relativement ouvert, pluraliste et de plus en plus démocratique. Seuls ceux qui ont oublié les origines du Kuomintang, et de ses politiques économiques et sociales, ne comprendront pas la portée de ce parallèle.

D'autre part, il existe un ensemble d'arguments qui soutiennent que les États-Unis devraient réagir aux violations des droits de la personne en Chine, pas seulement par des pressions morales ou *ad hoc* en vue de mettre fin aux abus les plus flagrants, mais surtout en isolant la Chine de contacts importants avec le reste du monde et en appliquant des sanctions économiques qui réduiraient de façon importante les interactions de la Chine avec le reste du monde. Un

LES DÉPENSES FÉDÉRALES AUGMENTENT PENDANT QUE LES REVENUS STAGNENT...



... ET LE DÉFICIT ATTEINT DE NOUVEAUX SOMMETS



(Expenditure and Deficit Figures include off-budget Outlays, mainly mtc). Source : Jay Woodworth, Bankers Trust.

argument similaire et aussi fort a existé à propos de la Corée du Sud durant les dernières phases de la guerre du Viêt-nam et de ses séquelles. Si cette politique avait été appliquée à l'endroit de la Corée du Sud, les victoires importantes des années 80 en ce qui a trait au niveau de vie, à la suprématie diplomatique face à la Corée du Nord, et surtout à la démocratie et aux droits de la personne auraient été considérablement retardées. Cela aurait été une tragédie de premier ordre pour les droits de la personne, mais n'aurait pas forcément été perçue comme telle, puisque l'alternative aurait existé seulement comme une théorie éphémère, dénigrée, comme une invention de l'imagination de ceux qui au fond ne se préoccupaient pas vraiment des droits de la personne.

L'envol de la région Asie-Pacifique aurait dû résoudre ce débat fondamental. La théorie selon laquelle il vaut la peine de limiter (pas éliminer mais bien limiter) la réaction face à certaines violations des droits de la personne, afin de faciliter l'émergence à long terme de conditions sociales qui appuient mieux le pluralisme, a été présenté dans la région comme une façon valable de promouvoir les droits de la personne à long terme, et non comme un cynique prétexte pour mettre insensiblement l'accent sur la *Realpolitik* et les intérêts économiques.

De plus, même à la lumière du niveau actuel de développement peu élevé en Chine, et des séquelles de la place Tianenmen, cette théorie a déjà démontré sa validité en Chine. La portée et l'ouverture du débat dans la Chine de l'année 1990 — à propos de la démocratie, du socialisme, des relations internationales, à propos de tout à vrai dire — sont tellement plus considérables que dans la Chine de 1980 qu'il est difficile pour le visiteur de croire qu'il est dans le même pays.

Néanmoins, la politique sous-jacente à l'appel d'un dirigeant de la campagne de Carter, en 1976, « de rompre les relations avec cet avorton de régime », en se référant à la Corée du Sud, a pratiquement été acceptée dans les premières années de l'administration Carter, et ce type de recommandations dispose de puissants partisans pour appliquer à la Chine le même traitement. Les chances de succès de cette ligne de pensée sont meilleures face à la Chine des années 90 qu'envers la Corée du Sud des années 70, et ce pour plusieurs raisons. D'abord, la discipline de la guerre froide, consistant à imposer des conditions de maintien des relations pour des raisons d'équilibre de pouvoir, est maintenant absente. Deuxièmement, certains soutiennent — à tort

mais de façon convaincante — que les forces de l'éducation et du pluralisme socialiste n'ont pas le même impact sur un régime communiste que sur d'autres types de régimes. Troisièmement, les violations des droits de la personne sont maintenant télévisées ; quoique quatre fois plus de personnes aient perdu la vie lors de l'incident de Kwangju en Corée du Sud en 1980 que sur la place Tianenmen en 1989, l'impact de ce qui s'est passé en Chine sur l'Amérique populiste a été beaucoup plus élevé. Et enfin, les Américains ont toujours eu des sentiments démesurés à propos de la Chine ; et c'est encore le cas.

Actuellement, l'Exécutif américain favorise le pluralisme à long terme et les politiques de contacts envers la Chine. Le Congrès, en revanche, se montre lui plus sensible aux manifestations à court terme d'indignation populiste et au refus de la Chine de se ranger du côté de Washington dans l'affaire de l'Irak a fait pencher la balance. Mais l'avenir demeure une question vitale.

La sécurité du Japon

Deux problèmes de sécurité qui datent de l'après-guerre, soit la sécurité du Japon et le conflit sur la péninsule coréenne demeurent. Un de ces problèmes a trait à la dépendance totale du Japon face à la protection militaire des États-Unis et à un ordre régional basé sur l'engagement américain. La fin de la menace soviétique rend le problème de la défense japonaise moins immédiat. Mais l'Asie partage avec le reste du monde le fait que la fin de la guerre froide n'a pas seulement éliminé des problèmes, mais en a ravivé d'autres qui, auparavant, étaient étouffés par la confrontation des superpuissances. L'invasion irakienne du Koweït est un exemple utile d'un conflit qui n'aurait probablement pas eu lieu si les superpuissances étaient encore engagées de façon omniprésente dans toutes les régions. Ce conflit est devenu plus probable à partir du moment où les dirigeants locaux étaient convaincus que les superpuissances ne s'impliqueraient plus aussi activement dans ces conflits locaux.

Plusieurs situations en Asie deviennent plus dangereuses, en l'absence du renforcement de l'ordre de la guerre froide par les superpuissances. Depuis l'écroulement économique de l'URSS, le Japon est plus déterminé que jamais à récupérer les quatre îles du Nord qui avaient été confisquées par l'URSS à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En novembre 1990, des vaisseaux taiwanais ont remis en cause la souveraineté japonaise sur les îles Senkaku/Diaoyutai qui sont

occupées par le Japon mais aussi réclamées par Taipei et Beijing. La marine japonaise a repoussé l'offensive de Taiwan. Il y a eu à Taiwan et à Hong-Kong des manifestations enflammées (très peu d'autres enjeux ont réussi à mobiliser 10 000 personnes pour manifester à Hong-Kong durant la dernière génération), et c'est seulement la détermination absolue de la Chine à ne pas laisser quoi que ce soit créer des conflits le long de ses frontières qui a empêché la confrontation. Encore plus important, n'importe lequel développement militaire en Corée pourrait amener le Japon à se sentir particulièrement vulnérable.

Si le parapluie américain s'effrite trop rapidement, les risques reliés à ce sentiment de vulnérabilité pourraient s'avérer graves. Les changements dans les perceptions nationales d'enjeux de cette nature ne se produisent pas graduellement. De telles perceptions changent à la façon de la bourse : de brusques et soudaines réactions à des événements qui mettent en lumière une nouvelle situation. Si le Japon était laissé dans un état de vulnérabilité trop prononcé, des développements tels que ceux décrits précédemment pourraient un jour mener à la désillusion et à une réaction anti-américaine enragée — comme la réaction d'un amant qui se trouve soudainement abandonné. Les États-Unis doivent gérer cet héritage de l'après-guerre graduellement et adroitement, et non pas se désister. Cette nécessité est largement comprise chez les diplomates, mais le populisme anti-Japonais et la hâte de toucher les dividendes énormes de la paix pourraient empêcher cette politique trop graduelle.

La Corée

De façon analogue, la confrontation coréenne est aussi un legs de la guerre froide. Il s'agit d'une confrontation dépassée, mais néanmoins très réelle. La Corée a été au cours du dernier siècle une source de conflit impliquant des grandes puissances aussi importante que l'a été l'Allemagne. La Corée du Nord est dans un état d'alerte militaire que même l'Union soviétique n'a pas atteint depuis la Seconde Guerre mondiale. La Corée du Sud a maintenant, comparativement à la Corée du Nord, une économie nettement supérieure, une position diplomatique prépondérante et une armée qui serait dominante dans un conflit qui serait long ; mais la Corée du Nord possède un appareillage militaire conçu pour les attaques-surprises et toujours prêt à faire face à une offensive soudaine. La Corée du Nord se porte très mal du point de vue financier et économique, mais jusqu'à maintenant il n'y a aucun signe

qui indique qu'elle serait prête à consentir à une unification à la façon de l'Allemagne. Elle semble engagée dans un effort soutenu pour acquérir des armes nucléaires, afin de forcer une résolution favorable du conflit avant que les tendances économiques ne la forcent à une entente qui lui serait défavorable. L'unification est tout à fait possible, mais entre-temps la Corée du Nord est comme un tigre acculée à ses derniers retranchements et la situation demeure extrêmement dangereuse. Une guerre en Corée pourrait immédiatement dégénérer en conflit régional. Les États-Unis doivent maintenir une forte dissuasion jusqu'à ce que cet héritage de la guerre froide soit résolu d'une quelconque façon. Un retrait prématuré des États-Unis pourrait être tragique. Un retrait tardif pourrait garantir les bienfaits d'une paix durable.

Les Philippines

Les bases américaines aux Philippines, et plus particulièrement la base maritime Subic Bay, sont essentielles pour permettre aux États-Unis de défendre le Japon et la Corée, d'assurer la liberté de navigation, de surveiller les sous-marins nucléaires dans la région, et de maintenir une voie de navigation indirecte vers le Moyen-Orient. Mais en même temps, les Philippines continuent de se diriger vers le désastre économique et l'anarchie politique ; ce qui fait du pays une plateforme instable pour les États-Unis.

De plus, la présence de bases américaines constitue le cœur d'un dilemme intérieur aux Philippines. Alors que la République des Philippines est, d'un point de vue objectif, aussi indépendante que n'importe quel autre pays, la nation souffre d'une dépendance psychologique qui porte ses élites à croire qu'ils peuvent se permettre de mal gérer leur économie puisqu'ils seront toujours sauvés par les États-Unis. Reconnaissant ceci, les nationalistes croient que leur pays ne pourra devenir une nation responsable, du point de vue psychologique, tant que les bases américaines y demeureront. La position de l'élite nationaliste à ce sujet est ambiguë ; elle veut l'argent qui vient avec les bases, mais veut se débarrasser de la dépendance psychologique qui accompagne l'importante présence américaine. La formule la plus employée pour composer avec cette ambivalence a consisté à affirmer que les bases sont simplement une question de location et que cela n'a rien à voir avec l'intérêt national des Philippines. Un argument secondaire, mais ayant tout de même un certain poids, a consisté à

soutenir que les bases devraient disparaître une fois pour toutes, mais ce raisonnement a perdu sa valeur lorsque les Philippines ont atteint une situation financière désastreuse en 1990.

Du côté des États-Unis, il y a un sentiment de dépendance envers ces bases, particulièrement en cette période d'austérité budgétaire où il serait difficile de payer pour des alternatives. Mais on reconnaît aussi que la plate-forme politique est instable, et il y a la crainte que si les Philippines voient peu d'intérêt national dans les bases, celles-ci ne seront peut-être pas disponibles lors d'une crise.

Il n'y a nulle part ailleurs au monde de dilemme stratégique plus important. Les États-Unis ne peuvent pas défendre le Japon et la Corée du Sud convenablement sans Subic Bay, mais ne peuvent pas non plus, dans leur situation présente d'austérité fiscale, se permettre de concevoir des alternatives. D'un autre côté, les bases ne seront peut-être pas disponibles précisément au moment opportun, et les États-Unis ne peuvent se permettre de se retrouver coincés dans un bourbier, si les Philippines deviennent ingouvernables.

Le dénouement de ce dilemme consistera peut-être en une extension temporaire de la durée de vie des bases, donnant le temps aux deux pays de réfléchir aux alternatives possibles. Ce dilemme est un symbole approprié du problème de la progression vers un nouvel ordre qui n'est pas encore défini, tout en étant empêtré dans des problèmes résiduels d'une autre période. C'est aussi le symbole d'une puissance qui veut maintenir une position à partir de laquelle elle peut définir l'émergence d'un nouvel ordre régional et mondial, mais qui n'a pas les moyens financiers et la position politique nécessaire pour l'élaboration d'options recherchées.

Pour ne pas vraiment conclure redisons donc en résumé que la définition d'une attitude américaine face aux questions issues de la croissance économique réussie de l'Asie, le constat de l'existence d'une stabilité politique et le problème de la victoire dans la guerre froide s'inscrivent comme les grands dilemmes des années 90 ; les États-Unis y sont confrontés alors qu'ils se retrouvent en situation d'austérité fiscale, de populisme intérieur et dans une position défensive à l'endroit des concurrents asiatiques. Ces problèmes de réussite posent désormais autant de difficultés et de défis que ceux de la guerre froide.

Le Bassin du Pacifique : une décennie d'espoir et de nouveaux défis

Alexander Krassilnikov et Alexander Skorodoumov

Le dynamisme des économies de marché du Bassin du Pacifique demeure un phénomène important dans l'économie mondiale et attire l'attention continuelle de plusieurs politiciens et universitaires.

Certains croient même que le *xxi*^e siècle sera le siècle du Bassin du Pacifique. Cette conclusion mérite une attention particulière, surtout parce que cette région occupe une position importante dans la politique mondiale. Le Bassin du Pacifique est une région d'interaction des intérêts économiques, politiques et de sécurité des puissances majeures — l'Union soviétique, les États-Unis, la Chine et le Japon. Simultanément, des développements récents indiquent que l'Europe continuera de jouer un rôle clé sur la scène internationale.

L'effondrement des régimes totalitaires en Europe de l'Est, l'unification de l'Allemagne, la mise en chantier d'une « maison européenne », les changements dramatiques en Union soviétique qui la rapprochent de l'Europe, tous ces événements renforceront sans aucun doute l'influence politique et économique de l'Europe et impliqueront des pays non européens dans le processus. Il faut aussi mentionner les États-Unis et le Canada qui entretiennent déjà avec l'Europe des liens économiques, politiques et culturels importants. Les développements en Europe pourraient conférer à la situation mondiale une nouvelle dynamique globale capable d'influencer le Bassin du Pacifique et même de couper court à la possibilité de voir le Bassin du Pacifique se transformer en région économique dominante.

Néanmoins, la situation dans le Bassin du Pacifique a éveillé un intérêt certain, et une analyse des questions qui en découlent constitue l'essentiel du contenu de cet article. Nous aborderons ici les questions à partir d'idées qui circulent en Union soviétique et de notre point de vue personnel.